

# SECOND SEMESTRE 2020 : UNE ÉCONOMIE À DEUX VITESSES

#133 | Mai 2021

OBSERVATOIRE | Note de conjoncture

## Chiffres-clés du pays de Brest à la fin du 2<sup>d</sup> semestre 2020

(Évolution par rapport au 2<sup>d</sup> semestre 2019)



**58 %**  
des chef-fe-s d'entreprise déclarent  
un recul de leur chiffre d'affaires (+31 points  
en un an) au second semestre 2020  
Source : CCIMBO Brest, ADEUPa



**-7 %**  
la baisse des déclarations préalables  
à l'embauche entre le second semestre 2019  
et celui de 2020 (en Bretagne, -6 %)  
Source : Urssaf (contrat d'un mois minimum)

**-317**  
emplois salariés privés  
entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et celui de 2020  
(-0,3 % en un an ; -0,5 % en Bretagne)



⬇️ En forte baisse :  
▪ Hôtelier-restauration  
▪ Services administratifs et de soutien  
▪ Commerce de détail et automobile  
Source : Urssaf



**6,7 %**  
de taux de chômage dans la zone d'emploi  
de Brest au 4<sup>e</sup> trimestre 2020,  
soit -0,3 point en un an (6,5 % en Bretagne)  
Source : Insee



**+5,2 %**  
de hausse du nombre de demandeur-euse-s  
d'emploi dans la catégorie A  
entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et celui de 2020  
(+7,7 % en Bretagne)  
**+10,7 %** pour les demandeur-se-s d'emploi  
de longue durée (> à 1 an)  
Source : Dares - Pôle emploi, STMT (données brutes -  
moyennes trimestrielles) - Traitement Direccte Bretagne



**78 631 m<sup>2</sup>**  
autorisés au second semestre 2020  
en immobilier d'entreprise  
-13 % en un an  
Source : Dreal - Sit@del



**1 580**  
logements autorisés  
au second semestre 2020  
+36 % en un an  
Source : Dreal - Sit@del

### Zoom sur

L'ACTIVITÉ PARTIELLE, QUELLES SUITES ?

**88 millions** d'heures d'activité partielle autorisées dans le Finistère (du 1<sup>er</sup> mars au 16 février 2020)

Un volume en hausse de **+33 %** depuis début juillet 2020

Principaux secteurs concernés par l'évolution en volume d'heures : **le commerce, la construction et le transport-entreposage**

# En résumé

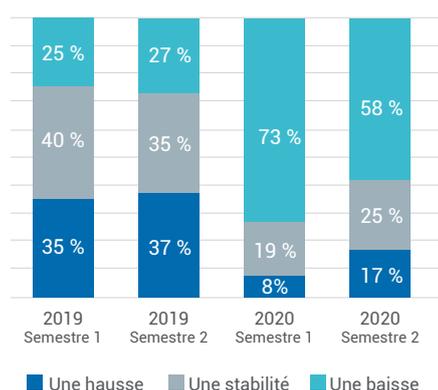
Les effets de la crise sanitaire continuent d'influer sur l'économie du pays de Brest. Toutefois, au regard des modalités du confinement, les indicateurs économiques ont été moins affectés au second semestre qu'au premier. Pour autant, la situation reste complexe avec une majeure partie des chef-fe-s d'entreprises du bassin brestois interrogé-e-s qui constatent une baisse de leur chiffre d'affaires au second semestre 2020. Certaines activités repartent à la hausse, comme le BTP, car moins affectées par les mesures du confinement du mois de novembre. Si le nombre d'emplois se maintient, le marché de l'emploi se dégrade avec une augmentation des inscrits sur les listes de Pôle emploi. Dans le même temps, certains ménages augmentent leur niveau d'épargne et investissent dans l'immobilier.

## Activité économique

### Baisse du chiffre d'affaires constatée par une majorité de chef-fe-s d'entreprise

58 % des chef-fe-s d'entreprises interrogé-e-s sur le bassin brestois ont constaté une baisse de leur chiffre d'affaires au cours du second semestre 2020. Cette proportion est forte mais moins alarmante comparativement au premier semestre de l'année. En effet, les modalités plus souples du confinement de novembre ont permis à certaines entreprises de maintenir leurs activités, voire d'accroître leurs résultats. Selon les secteurs d'activité, les résultats varient. Les domaines de la construction et du commerce se détachent nettement avec plus du quart des répondants déclarant une hausse de chiffre d'affaires. À l'inverse, les acteurs du secteur tertiaire, composés notamment de l'hôtellerie-restauration, des activités culturelles et de loisirs, connaissent davantage de difficultés.

#### Évolution du chiffre d'affaires selon les chef-fe-s d'entreprises du bassin de Brest



Source : enquête de conjoncture CCIMBO-ADEUPa

### Une masse salariale stable, mais l'hôtellerie et la restauration en difficulté

Au cours du second semestre 2020, la masse salariale versée dans le pays de Brest est stable voire en légère augmentation (+0,6 %<sup>1</sup>) par rapport au second semestre de 2019. La tendance observée au niveau régional est en légère diminution (-0,2 %). Les dispositifs d'activité partielle et des règles du confinement ont permis de stabiliser le niveau de la masse salariale contrairement à ce qui a été constaté lors du premier semestre. L'évolution de la masse salariale est contrastée selon l'activité considérée. L'hôtellerie-restauration est le principal secteur en recul avec une contraction de près de 20 % en un an. La chute du tourisme d'affaires, ou encore les

obligations de fermetures des restaurants et des bars, expliquent en majeure partie ces résultats. À l'inverse, la masse salariale des activités spécialisées scientifiques et techniques augmente de 3,7 %. Cette évolution est certainement liée en partie à la concrétisation progressive du transfert du siège social de l'Ifremer à Plouzané, mais aussi à la croissance des entreprises dans le domaine du numérique. La masse salariale du secteur du BTP est également en hausse (+3,5 %). En effet, ce secteur a pu continuer ses activités tout au long du dernier semestre 2020.

### Un recul de l'emploi salarié privé encore limité au second semestre

L'ensemble des dispositifs, qu'ils soient locaux ou nationaux, semble avoir permis un maintien global de l'emploi salarié privé. Une légère baisse peut être toutefois constatée (-0,3 %) mais à un niveau inférieur à la moyenne régionale (-0,5 %). Les domaines d'activité ne sont pas affectés de la même manière. Le nombre d'emplois salariés privés est en net recul dans l'hôtellerie et la restauration (-10 %) ou encore dans les services administratifs et de soutien (-2,8 %) qui incluent l'emploi intérimaire. A contrario, il est en hausse de 2,4 % dans les industries agroalimentaires du pays de Brest. Ces acteurs semblent ne pas manquer de projets à l'instar de Tromelin Nutrition et Eureden qui se sont associés avec Valorex en Ille-et-Vilaine, afin de réduire la dépendance aux protéines végétales importées comme le soja. Le nombre de salarié-e-s est

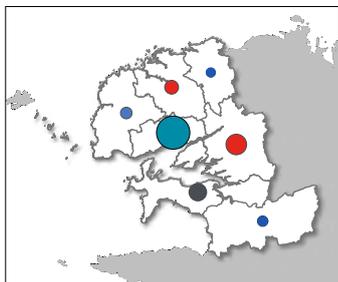
également en progression dans le BTP (+2,3 % en un an). Plusieurs paramètres peuvent expliquer cette hausse : les taux d'intérêt sur les emprunts immobiliers qui restent bas ; les aides financières liées à la rénovation thermique des bâtiments ; la crise sanitaire et les différents confinements qui accentuent le besoin de disposer d'un logement permettant une meilleure qualité de vie, etc.

Dans le pays de Brest, deux intercommunalités tirent leur épingle du jeu : les communautés de communes du pays de Landerneau-Daoulas avec une hausse de l'emploi salarié privé de 1,3 % et le pays des Abers (+0,9 %).

<sup>1</sup> Source : Urssaf

Variation de l'emploi salarié privé par pays bretons entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2019 et 2020

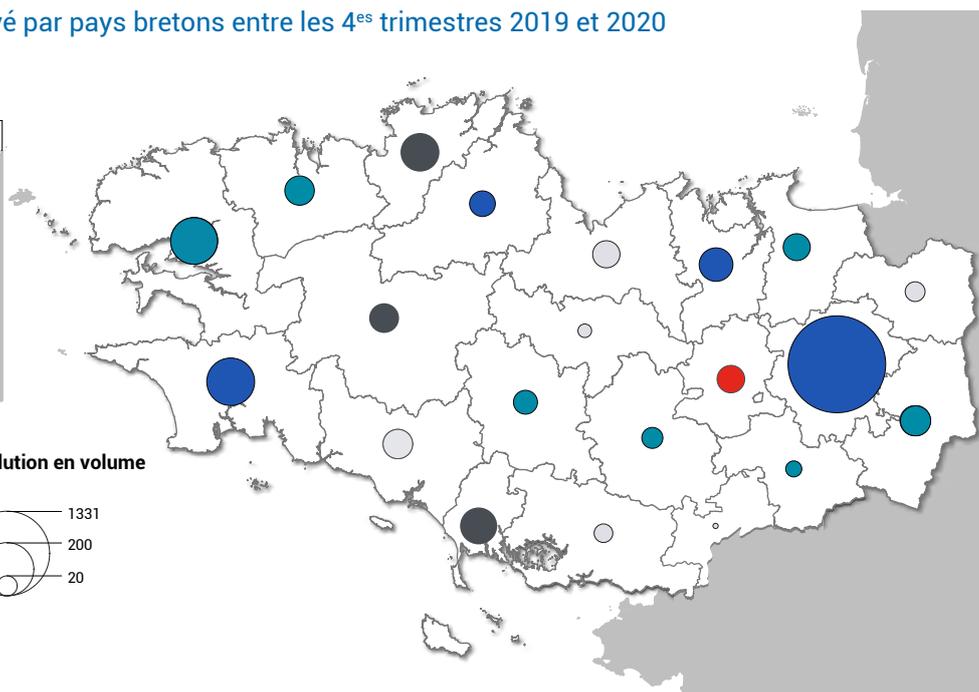
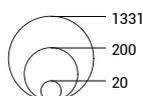
## Intercommunalités du pays de Brest



## Évolution en pourcentage

- < à -1,05 %
- de -1,05 % à -0,56 %
- de -0,56 % à -0,28 %
- de -0,28 % à 0 %
- > à 0 %

## Évolution en volume

ADEUP  
BREST - BRETAGNE

Source : Urssaf - traitement ADEUPa

## Chute du trafic portuaire et aéroportuaire

Malgré la crise sanitaire et une baisse de 8 % de son trafic marchandises au 1<sup>er</sup> semestre 2020, l'activité du port de commerce de Brest résiste avec un recul modéré de 4 % sur l'ensemble de l'année. Le tonnage de marchandises, qui ont transité par le port de commerce de Brest, est ainsi passé de 2,633 Mt en 2019 à 2,538 Mt en 2020. Le poste des vrac solides non-agroalimentaires a diminué de 5 %, s'expliquant par une baisse des échanges de ciment et de sable pour le chantier du polder. En revanche, le trafic de ferrailles a progressé de plus de 20 000 tonnes. Celui des matières premières agricoles solides a enregistré une progression de 3 %, liée notamment à un trafic dynamique de graines de soja (+28 570 t) et de tourteaux de colza (+17 585 t). Les huiles (soja, colza, palme) sont en recul de 15 %. L'activité des transports, au ralenti, a eu pour conséquence une baisse du poste « vrac liquide-énergie » de 4 %. Malgré une stabilité de son 1<sup>er</sup> poste, les viandes congelées, le trafic conteneurs est en retrait de 12 %.

Après un trafic record en 2019 de 1,236 millions de passager-ère-s, la crise sanitaire a touché durement le transport aérien. Entre 2019 et 2020, le nombre de passager-ère-s transporté-e-s a chuté de 62 % et seulement 461 936 d'entre eux-elles ont été enregistré-e-s en 2020. Toutes les lignes ont été concernées par cette baisse (exceptée celle vers Nice). Les vols vers Paris ont reculé de 60 %. Cette baisse

atteint 55 % pour les autres lignes régulières nationales et 80 % pour les vols réguliers vers l'Union européenne.

Avec moins de 1 000 passager-ère-s (contre près de 25 000 en 2019), les vols vacances affichent la plus forte diminution.



© Brest métropole / Simon Cohen

## L'activité partielle dans le Finistère

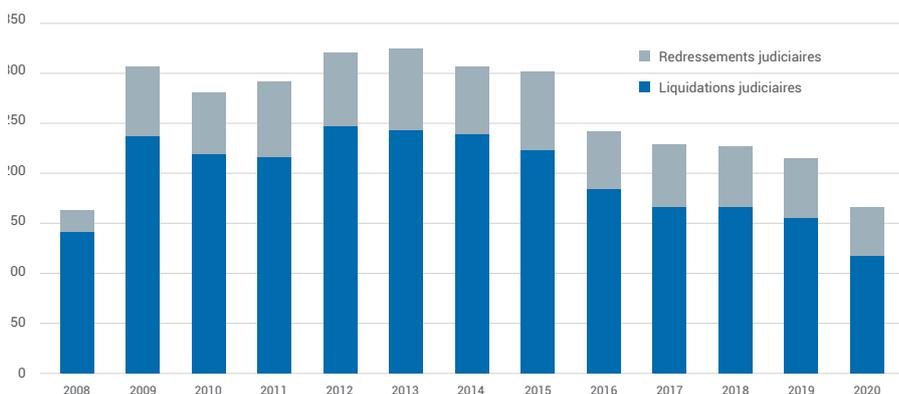
Au 16 février 2021, près de 88 millions d'heures d'activité partielle ont été accordées aux entreprises du Finistère ; une augmentation de 33 % par rapport au volume d'heures accordé début juillet 2020. L'évolution entre juillet 2020 et février 2021 a été particulièrement forte pour le secteur du commerce. Les incertitudes qui pèsent sur ce secteur, concernant les possibilités d'ouverture ou encore les normes d'accueil de la clientèle, ont dû conduire à une hausse de la demande de ce dispositif. Plus étonnamment, les acteurs de la construction ont accru leur demande de chômage partiel, tout comme le commerce, certainement pour faire face à l'imprévu. Enfin, le domaine du transport et de l'entreposage a déposé près de 2,5 millions d'heures de chômage partiel supplémentaire entre juillet 2020 et février 2021, suivi de près par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration avec 2,3 millions d'heures.

## Des défaillances d'entreprises en baisse pour le moment

Tout au long de 2020, 166 redressements et liquidations judiciaires ont été recensés par le Tribunal de commerce de Brest, soit un recul de -22 % par rapport à 2019.

Les dispositifs nationaux, mais aussi des collectivités comme la Région Bretagne, ont permis de limiter en partie le recours à ces procédures.

### Redressements et liquidations judiciaires prononcés au Greffe du tribunal de commerce de Brest



Source : Greffe du tribunal de commerce de Brest

## Immobilier d'entreprise : nouvelles baisses des autorisations

78 631 m<sup>2</sup> ont été autorisés au 2<sup>d</sup> semestre 2020, soit un recul de -13,2 % par rapport au même semestre de 2019. Si l'on compare aux six premiers mois de l'année 2020, la chute est moins brutale pour le second semestre. Sur l'ensemble de l'année, la baisse des autorisations de permis de construire s'établit à 22 %. Elle concerne en premier lieu les locaux pour l'artisanat, les industries, les entrepôts et les services publics. A contrario, les permis qui concernent les bureaux sont en augmentation annuelle de 36 %, notamment du fait des projets de constructions en cours de réalisation au port de commerce de Brest.

### Principaux permis déposés au cours du second semestre 2020 (supérieur à 1 500 m<sup>2</sup>) :



- **ZAC de l'Hermitage (Brest)**  
Projet de **6 757 m<sup>2</sup>** de bureaux par la SARL Station H (Promoteur Mur-Murs)



- **Le Drenec**  
Extension de **1 910 m<sup>2</sup>** du complexe sportif par la mairie du Drenec



- **ZA du Port de commerce (Brest)**  
Projet de **4 008 m<sup>2</sup>** de bureaux par la SARL H20 (Barraïne Promotion)



- **ZA de Croas ar Neizic (Saint-Thonan)**  
Extension de **1 719 m<sup>2</sup>** d'entrepôt par la SCI Croasheizic (Lessonia),



- **ZA de Kerdrioual (Lanrivouaré)**  
Projet d'extension de **2 041 m<sup>2</sup>** d'entrepôt et commerce par la SCI Saint-Roc (garage automobile)



- **Ploudalmézeau**  
Extension de **1 711 m<sup>2</sup>** par la mairie de Ploudalmézeau



© Brest métropole / Simon Cohen

# Marché de l'emploi

## Progression de la demande d'emploi : les jeunes et les chômeur-se-s de longue durée davantage concerné-e-s

Le nombre de demandeur-se-s d'emploi de catégorie A<sup>1</sup> a augmenté de 5,2 % dans le pays de Brest entre les 4<sup>es</sup> trimestres 2019 et 2020, soit 980 personnes. Cette hausse est inférieure à la moyenne bretonne (+7,7 %) et moins alarmante qu'au premier semestre (+25,9 %). Pour le second semestre, la progression est plus forte pour les demandeur-se-s d'emploi de longue durée (supérieure à un an). Ce profil représente 43 % de l'ensemble de la demande d'emploi contre 41 % il y a un an. Il est également possible d'observer une hausse supérieure à la moyenne du pays de Brest concernant les demandeur-se-s de moins de 25 ans (+9 %). Pour la demande d'emploi dans les catégories A, B et C, la hausse atteint 2,1 % en un an (+3,9 % en Bretagne). Le phénomène de bascule entre les catégories B et C vers la catégorie A, observé au premier semestre, semble se tarir.

<sup>1</sup> Catégorie A : Demandeur-euse-s d'emploi, tenu-e-s de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Ce sont les personnes n'ayant pas du tout travaillé et recherchant un contrat quel qu'il soit. Catégorie B : Demandeur-euse-s d'emploi ayant exercé une activité réduite courte (≤ 78 heures au cours du mois). Catégorie C : Demandeur-euse-s d'emploi ayant exercé une activité réduite longue (> 78 heures au cours du mois).

## Un taux de chômage qui repart à la baisse suite aux annonces du 2<sup>e</sup> confinement

Le taux de chômage<sup>2</sup> atteint 6,7 % dans la zone d'emploi de Brest au 4<sup>e</sup> trimestre 2020, en légère baisse de 0,3 point par rapport à l'année dernière. Ce taux de chômage est légèrement supérieur à la moyenne régionale (6,5 %) et inférieur à la moyenne française métropolitaine (7,7 %).

Tout comme au premier semestre, la baisse du taux de chômage résulte d'un recul du nombre de personnes sans emploi en recherche active d'un travail pendant la nouvelle période de confinement ; une condition sine qua non pour être considéré comme chômeur-se selon la définition du Bureau international du travail appliquée par l'Insee. D'ailleurs, au cours du 3<sup>e</sup> trimestre, période où les contraintes liées à la crise sanitaire étaient moins fortes, le taux de chômage avait progressé pour atteindre 7,8 % dans la zone d'emploi de Brest. Ainsi, il est fort probable que le taux de chômage augmentera lorsque les mesures barrières se leveront progressivement.

<sup>2</sup> Pour calculer le taux de chômage, l'Insee utilise la définition du chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT). Le chômeur-se est défini-e comme une personne âgée d'au moins 15 ans. Il ou elle doit être sans emploi (aucune activité exercée au cours de la semaine de référence) ; en recherche active d'emploi (en se déclarant chômeur-se ou en s'inscrivant à une agence d'intérim par exemple) ; disponible dans un délai de deux semaines pour occuper un emploi.

CHIFFRES-CLÉS  
DANS LE PAYS DE BREST :



**19 657**

demandeur-euse-s d'emploi de catégorie A

(+5,2 % en un an ; +7,7 % en Bretagne)

**33 577**

demandeur-euse-s d'emploi de catégories ABC

(+2,1 % en un an ; +3,9 % en Bretagne)



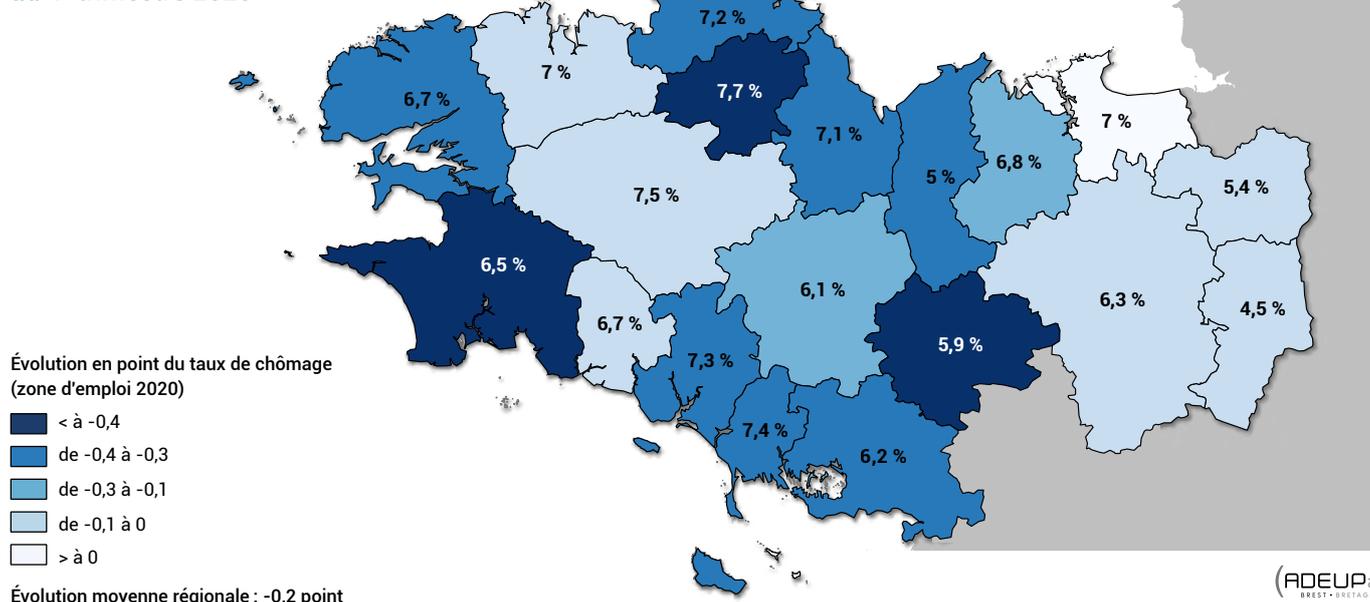
Le profil le plus concerné par la hausse de la demande d'emploi en catégorie A :

**LES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS**  
+9 %

Le profil le moins concerné :

**LES SENIORS**  
+3,3 %

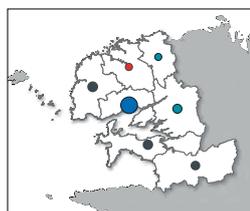
## Taux de chômage par zone d'emploi au 4<sup>e</sup> trimestre 2020



Source : Insee (estimations de taux de chômage localisés)

## Évolution annuelle des déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans les pays bretons entre les 2<sup>ds</sup> semestres 2019 et 2020

Intercommunalités du pays de Brest

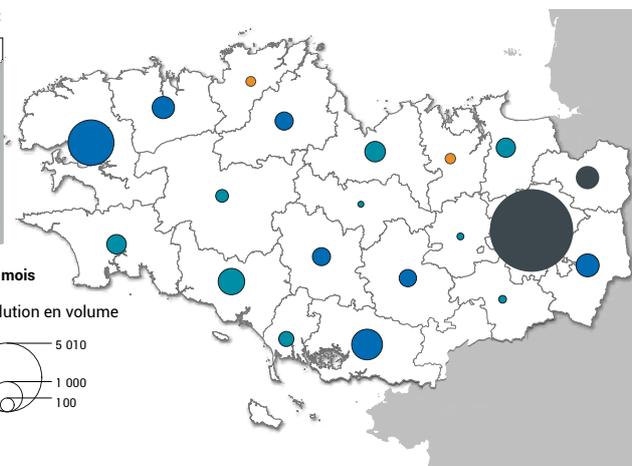
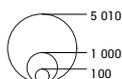


Évolution des DPAE d'une durée > 1 mois

Evolution en pourcentage

- < à -10,6 %
- de -10,6 % à -5,1 %
- de -5,1 % à 0 %
- de 0 % à 1,8 %
- > à 1,8 %

Evolution en volume



ADEUPa  
BREST - BRETAGNE

Source : Urssaf - traitement ADEUPa

## Un volume d'embauches plus mesuré

Au cours du second semestre 2020, le nombre de déclarations préalables à l'embauche, d'une durée supérieure à un mois, a reculé de 7 % par rapport à l'année précédente dans le pays de Brest (-6 % en Bretagne). Ce repli représente 1 699 contrats en moins. Les secteurs les plus touchés sont l'hôtellerie-restauration (-22 %) et, dans une bien moindre mesure, l'industrie (-8 %). Les CDD comme les CDI sont concernés par cette baisse. Toutefois, les CDI dans le domaine du commerce sont en légère augmentation (+1,9 % représentant 49 contrats). Certaines activités commerciales peuvent afficher une progression de leur chiffre d'affaires comme les établissements positionnés sur l'alimentaire ou le bricolage, l'informatique ou les équipements de maison, etc. Si on considère l'ensemble des contrats d'une durée supérieure à un mois, seules les activités du BTP sont en hausse de recrutement avec 118 contrats supplémentaires en un an.

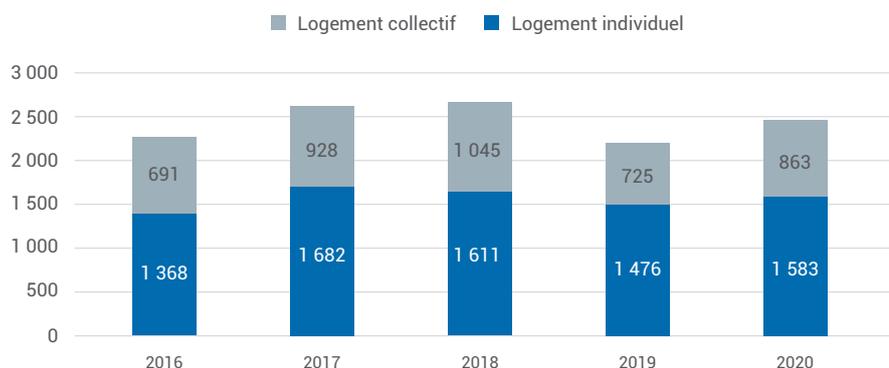
## Les ménages

### Permis de construire

1 580 logements ont été autorisés au 2<sup>d</sup> semestre 2020 dans le pays de Brest, contre 1 163 un an auparavant, soit une augmentation de 36 %. Après le repli observé au cours du premier semestre, l'investissement des ménages dans l'immobilier semble nettement repartir au cours du second. Il est également possible

que le second semestre ait bénéficié d'un effet de rattrapage suite au confinement du printemps, plus contraignant pour les démarches administratives. Les logements individuels, comme les logements collectifs, sont concernés par cette croissance de permis autorisés.

### Nombre de logements autorisés dans le pays de Brest



Source : Dreal Sit@del - traitement ADEUPa

### Hausse du niveau d'épargne des ménages

Le niveau de trésorerie des ménages était plus stable au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2020 avant de se réduire à nouveau en novembre, correspondant au moment où le gouvernement a annoncé un deuxième confinement national. Dans un contexte de moindre consommation, notamment de loisirs, le niveau d'épargne des ménages a eu tendance à augmenter à partir de l'été 2020, quelque soit le produit considéré (épargne financière, épargne d'assurance et épargne rémunérée). Cette hausse du niveau d'épargne peut être aussi interprétée comme une incertitude face aux conséquences de la crise sanitaire sur l'économie.

## LES OBSERVATOIRES | ÉCONOMIE DU PAYS DE BREST

Direction de la publication : Benjamin Grebot | Réalisation : Lucie Bianic, Quentin Delaune, Nadine Le Hir, François Rivoal, Éric Stéphan (CCIMBO-Brest)

Traitement statistique et cartographie : Arnaud Jaouen, Julien Florant | Mise en page : d'uneibéel@autre

Contact : ADEUPa Brest-Bretagne | 18 rue Jean Jaurès - 29200 Brest | Tél : 02 98 33 51 71  
contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal : mai 2021 | ISSN : 2425-9608 | Réf : 21/062 | Site web : www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE  
OPEN LICENCE

